

LA DÉFENSE NATIONALE

LA RÉSERVE MILITAIRE DE SUFFIELD ET L'ACCORD CANADO-BRITANNIQUE—LE RENVOI DE LA QUESTION À UN COMITÉ

L'hon. George Hees (Prince Edward-Hastings): Je voudrais poser une question au premier ministre. Auparavant, je voudrais profiter de l'occasion pour lui souhaiter la bienvenue à son retour des incursions qu'il a faites pendant la fin de semaine dans quelques circonscriptions de l'Ontario, et qui visaient à servir les intérêts des futurs candidats libéraux aux prochaines élections...

M. l'Orateur: A l'ordre.

L'hon. M. Hees: ... et qu'ont rendues possibles plusieurs avions militaires...

M. l'Orateur: A l'ordre.

L'hon. M. Hees: A des frais considérables pour les contribuables.

M. l'Orateur: A l'ordre. J'ai donné la parole au député pour qu'il pose une question. Il s'est lancé dans un discours. Tel n'est pas l'objectif de la période des questions.

L'hon. M. Hees: J'essayais d'être poli et de souhaiter la bienvenue au premier ministre pour lui remonter le moral; il semblait un peu triste de la réception qu'il a reçue là-bas. Le gouvernement se propose-t-il d'acquiescer à la demande faite récemment par la National and Provincial Parks Association dans une lettre adressée au premier ministre, afin qu'on soumette à un comité approprié du Parlement pour étude et recommandation l'accord signé par les gouvernements canadien et britannique en vue de permettre à l'armée britannique d'utiliser la réserve militaire de Suffield en Alberta? Le gouvernement se propose-t-il d'accéder à cette requête?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, je ne me souviens pas d'avoir lu une lettre semblable. Elle a peut-être été adressée à un autre ministre. Je vais m'occuper de l'affaire pour savoir si l'on y a répondu.

L'hon. M. Hees: Je vais l'envoyer au premier ministre.

M. l'Orateur: A l'ordre. Nous allons revenir aux questions supplémentaires interrompues tantôt.

* * *

LA SITUATION ÉCONOMIQUE

L'EMPLOI EN CAS DE RAPPEL AUX É.-U., DE FILIALES CANADIENNES DE MAISONS AMÉRICAINES

L'hon. Marcel Lambert (Edmonton-Ouest): Ma question s'adresse au premier ministre. Comme le ministre des Finances a exprimé hier la crainte que des milliers d'emplois soient perdus au Canada si les filiales canadiennes

sont rappelées à leur société-mère aux États-Unis, le gouvernement a-t-il l'intention d'agir à ce sujet, peut-être comme il l'a fait dans le cas d'une autre inquiétude?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, c'est en réalité la même question sous une autre forme. Je n'ai cessé de répéter à la Chambre que le gouvernement est en train d'examiner des projets pour le cas où son initiative actuelle ne suffirait pas, mais je ne suis pas en mesure d'annoncer ce que nous ferons si les événements redoutés se produisent.

LE PROGRAMME AMÉRICAIN DISC—LE CANADA AU SEIN DES DIX ET LA RÉUNION DU FMI

M. J. P. Nowlan (Annapolis Valley): Pour préciser la position du gouvernement et sans vouloir jouer au chat et à la souris, peut-on conclure des réponses du premier ministre aujourd'hui que, dans le cadre du programme spécial, le ministre des Finances a une proposition ferme à présenter au groupe des dix afin que ces pays puissent réagir dans le cas où le Congrès américain adopterait le programme DISC, étant donné surtout que le groupe des dix doit se réunir une semaine avant la réunion du FMI. Ces rencontres permettront de faire le point sur l'ensemble du problème que pose actuellement dans le monde le fonctionnement du système monétaire et le déséquilibre de la balance commerciale des paiements aux États-Unis et dans le monde.

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Généralement parlant, on peut le supposer. Le ministre des Finances a des choses précises à dire aux autres membres du groupe des dix. Dans ce sens, nous ferons des propositions précises, mais, bien sûr, nous ne savons rien de l'accueil que leur réservent les autres membres du groupe. C'est pourquoi il ne nous paraît pas utile de donner plus de précisions sur ce que fera le ministre des Finances en Europe.

LE PROGRAMME AMÉRICAIN DISC—LA QUESTION DE L'ACCORD SUR L'AUTOMOBILE

M. Edward Broadbent (Oshawa-Whitby): J'ai une question supplémentaire à poser au premier ministre. A la suite de la réponse obscure que nous a donnée la semaine dernière le ministre de l'Industrie et du Commerce, et de l'annonce, au cours du week-end, de la présentation des propositions du DISC au congrès américain, le premier ministre assurera-t-il maintenant à la Chambre que lors des négociations en cours ou subséquentes avec les Américains, le gouvernement canadien insistera sur le maintien des sauvegardes existantes de l'accord canado-américain sur l'automobile?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, je n'ai vraiment rien à ajouter à ce que le ministre de l'Industrie et du Commerce, qui est chargé de l'application de cette loi, a déclaré à la Chambre la semaine dernière.